



# Communiqué de presse

38/22

Montreuil, le 16 mai 2022.

## Comptes annuels d'ORPEA : la CGT exige plus pour les salarié.e.s et les résident.e.s

Avec retard, les comptes annuels du groupe ORPEA ont enfin été publiés. Ils appellent plusieurs observations de la part de la Fédération Santé Action Sociale CGT et de son Union Fédérale de la Santé Privée.

La première, c'est la poursuite d'une politique immobilière agressive se traduisant par une augmentation de 20% de son portefeuille immobilier par rapport à 2020, qui s'élève à 8,2 milliards €. La croissance de la dette suit la même courbe, + 20 % pour atteindre 7,8 milliards €. Les ventes immobilières se sont également poursuivies au même rythme qu'en 2020, générant pour le groupe 284 millions d'euros de trésorerie en 2021.

On peut aussi subodorer que les 53 millions provisionnés par le groupe correspondent peu ou prou à l'argent public indûment gardé et non utilisé pour le bien-être des résident.e.s, millions qu'ils devront restituer aux collectivités locales et à l'Etat.

Leurs dettes croissantes et leur mauvaise réputation accélèrent la vente de leurs propriétés, ce qui inquiète leurs prêteurs et rend leur dette encore plus chère.

Il faudra attendre la publication des comptes complets dans le Document d'Enregistrement Universel 2021 qui doivent être déposés auprès de l'AMF pour constater si leur transparence financière s'est améliorée de manière significative, constat posé dans le rapport CICTAR [https://cictar.org/wp-content/uploads/2022/02/ORPEA\\_FR\\_LOW.pdf](https://cictar.org/wp-content/uploads/2022/02/ORPEA_FR_LOW.pdf)

Si le groupe a dévissé en bourse et que ses bénéfices sont passés à 65,2 millions € en 2021 contre 160 millions € en 2020, et qu'il renonce à verser des dividendes à leurs actionnaires, la CGT n'acceptera pas que le gel des salaires se poursuive une année de plus. Les personnels ont déjà suffisamment été sacrifiés au profit des actionnaires et dirigeants grassement payés. Ils n'ont vu aucune augmentation salariale depuis 2001, hormis le minimum de branche grâce aux « syndicats maison » dociles, peu revendicatifs et accompagnant pas à pas la politique du groupe.

La CGT n'acceptera pas non plus que la qualité de la prise en charge des pensionnaires soit encore plus altérée par une réduction des moyens. Nous restons hyper vigilants sur les effectifs afin qu'aucune diminution ne soit opérée, que les qualifications soient respectées lors des embauches, et ce, quel que soit le secteur, soignant, administratif et technique.

Les personnels ont subi trop de contraintes et peu de considération, les résident.e.s ont été victimes de beaucoup de privations, le temps est maintenant venu d'exiger un changement complet des méthodes qui ont jusque-là prévalu. Le climat revendicatif est à la hausse et le restera, a contrario des bénéfices d'ORPEA.